Le lobby pro-israélien est-il en train de mettre notre démocratie en danger ?

En cette période de rentrée, la question de la puissance des lobbies a été mise à l'ordre du jour par la démission de Nicolas Hulot.

C'est pour nous l'occasion de dénoncer la puissance du lobby qui soutient inconditionnellement la politique de l'État d'Israël, et qui cherche à faire taire toutes celles et ceux qui s'y opposent. L'action de ce lobby s'est développée de manière inquiétante pendant l'été, citons par exemple :

- les pressions sur les autorités portuaires et sur la Préfecture de police de Paris qui ont conduit celle-ci à user de la force pour empêcher la Flottille de la Liberté d'accoster à Paris,
- l'acharnement d'une officine inconditionnelle de la politique israélienne et du préfet de Meurthe et Moselle contre le maire de Vandoeuvre dont la ville a décidé d'honorer Marwan Barghouti, le Mandela palestinien,
- les pressions innombrables sur les organisateurs de l'Université d'été des mouvements sociaux et citoyens de Grenoble - entre autres ATTAC et le CRID - ainsi que sur les autorités, dès lors que des ateliers abordaient la question palestinienne et particulièrement le BDS.

Un dernier incident nous concerne directement, puisqu'à la suite de pressions dont le CRIF s'est vanté sur internet (article du 25 mars), notre prestataire associatif de paiement en ligne avait décidé dans un premier temps de fermer notre compte cet été. Avec le soutien de grandes ONG humanitaires et associations de défense des droits de l'Homme, le dialogue a été rétabli, notre prestataire est revenu sur sa décision et cette question est maintenant derrière nous. À l'opposé, donc, de Paypal qui avait suspendu notre compte en janvier et n'a jamais répondu à nos lettres. **Mais le problème de fond demeure : le CRIF, censé représenter les intérêts d'organisations de la communauté juive en France, se fait l'instrument de la politique israélienne pour attaquer, dans leurs moyens d'existence, des associations françaises comme la nôtre qui s'opposent à la politique israélienne !**

Cette tendance, qui historiquement n'a pas toujours été celle du CRIF, est doublement scandaleuse et dangereuse. En premier lieu, parce qu'elle exécute les ordres d'un État tiers : le gouvernement israélien a établi en février 2016 un département spécialisé de son ministère de la stratégie pour délégitimer, partout dans le monde, les opposants à sa politique, et s'est vanté d'avoir mobilisé à ses côtés les « communautés juives » dans le monde entier. Le deuxième danger est celui de l'importation du conflit : alors que la question israélo-palestinienne est avant tout une question de droit, les apprentis sorciers comme le CRIF font tout pour qu'elle devienne une affaire communautaire.

À l'opposé de ces exactions qu'elle dénonce, l'Association France Palestine Solidarité continuera à se battre sans relâche par tous les moyens légaux, y compris les actions de boycott, de désinvestissement et de sanctions qu'elle mène avec ses partenaires, pour que les droits du peuple palestinien soient enfin respectés. Et elle continuera à le faire en-dehors de toute approche communautaire.

Les déclarations du président de la République sur la prétendue interdiction du boycott (le 7 mars) ou sur « l'arme indigne du boycott » (le 5 juin) ne peuvent qu'encourager les attaques et ingérences de toutes sortes. Nous demandons instamment au gouvernement et au président de la République d'être à nos côtés dans le combat pour le droit et la liberté d'expression, et de ne plus accepter ni encourager, de la part d'organisations communautaires, aucune ingérence dans le domaine des libertés publiques : la protection de ces libertés, y compris celle de mener des actions BDS pour faire respecter le droit, est essentielle pour la démocratie dans notre pays.

Le Bureau national de l'AFPS
3 septembre 2018

Mais contre ces interventions, il y a des résistances et des victoires !

Nous avons pris la décision de ne pas suspendre le compte HelloAsso de l'Association France Palestine Solidarité. Plus d'informations ci-dessous.

helloasso
agir ensemble

HelloAsso a récemment été interpellé au sujet des activités de l'Association France Palestine Solidarité et plus généralement du mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions.

HelloAsso est une plateforme apolitique et ne se positionne pas sur le fond des revendications du mouvement BDS. HelloAsso regarde néanmoins ce mouvement comme relevant de la liberté d'expression et non d'une démarche discriminatoire et antisémite. Cette position a d'ailleurs été rappelée par l'Union Européenne, qui s'est positionnée fermement pour la protection du droit à la liberté d'expression et de la liberté d'association, y compris en ce qui concerne les actions BDS.

Par conséquent, le compte HelloAsso de l'AFPS ne sera pas supprimé.

A celles et ceux qui nous accusent d'héberger ces associations, nous répondons que les amalgames qui permettent d'attaquer ces associations sont dangereux, car ils mélangent l'antisémitisme, que nous condamnons sans ambiguïté, et la critique de l'Etat d'Israël qui est une opinion politique. Cette liberté d'expression est un droit fondamental.

HelloAsso a, depuis sa création, cherché à favoriser la liberté associative et à protéger le droit à la liberté d'expression. Parce que nous sommes une plateforme engagée dans le modèle associatif, mais aussi apolitique, ouverte et riche d'une diversité d'opinions, à l'image de notre société.

02:47 - 3 sept. 2018